



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 30 DEC. 2024

**portant prescriptions complémentaires
à la société ALPHA pour l'exploitation
de ses installations situées à Rosheim, zone industrielle Sandgrube
AIOT : 0006704098**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-46 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 codifiant les prescriptions réglementant les activités exercées par la société ALPHA sur son site situé zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA pour l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU le porter à connaissance relatif à l'installation de Stockage de Déchets Inertes à Rosheim de juin 2024 et plus particulièrement la demande d'augmentation exceptionnelle du tonnage autorisé de 20 000 tonnes uniquement pour l'année 2024 portant ainsi le tonnage annuel maximum à 80 000 tonnes pour 2024 ;
- VU le rapport du 19 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2019 (précité) dans son article 2 dispose que
« [...] »

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques de l'installation	Classement
2760.3	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 3. Installation de stockage de déchets inertes	Capacités de stockage autorisées : <ul style="list-style-type: none">• 735.433 m³• 4000 m³/an• (60 000 tonnes/an)	Enregistrement

[...] »

CONSIDÉRANT les fortes demandes locales en matière de traitement de déchets inertes non recyclables pour l'année 2024 ; que ces circonstances de demandes exceptionnelles de traitement découlent des producteurs de déchets inertes essentiellement sur le département du Bas-Rhin ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification du tonnage annuel n'impacte ni l'exploitation du site, ni l'environnement général exceptée une augmentation limitée du trafic de poids lourds sur les axes routiers empruntés pour accéder à l'ISDI de Rosheim sans traversée de villages ;

CONSIDÉRANT que les tonnages réceptionnés sur l'ISDI sur les années 2022 et 2023 sont

respectivement de 49 244 tonnes et de 51 365 tonnes pour 60 000 tonnes par an autorisées soit près de 20 000 tonnes de moins que le maximum de stockage permis sur ces deux années.

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société ALPHA, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé lieu-dit Sandgrube à Rosheim (67560), se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim (67560).

Article 2 : Capacités de stockage de déchets inertes autorisée pour l'année 2024

Les capacités de stockage autorisées au titre de la rubrique 2760.3 (Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720: 3. Installation de stockage de déchets inertes) sont augmentées de 20 000 tonnes soit un tonnage annuel maximum de 80 000 tonnes pour l'année 2024 uniquement.

Article 3 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société ALPHA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Rosheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
~~le secrétaire général.~~

Mathieu DUHAMEL

